



Mercredi 20 mars 2013 - 13:25

## CHU de Nice: ouverture d'une enquête administrative suite à l'agression mortelle d'un patient en psychiatrie

**NICE, 20 mars 2013 (APM) - Une enquête administrative a été ouverte suite à l'agression mortelle mardi d'un patient par un autre patient hospitalisé dans la même chambre au centre d'accueil psychiatrique de l'hôpital Saint-Roch du CHU de Nice, a-t-on appris mercredi auprès de la direction.**

Un patient de 22 ans a été admis lundi dans ce service de 12 lits rattaché aux urgences de l'hôpital Saint-Roch du CHU de Nice, mais dépendant du CH Sainte-Marie de Nice, spécialisé en psychiatrie. En attente d'une orientation dans un service de psychiatrie, il a été hospitalisé dans une chambre avec un autre patient de 58 ans présent depuis samedi dans le service, a indiqué la direction du CHU de Nice, joint par APM.

Dans la nuit de mardi à mercredi vers 21h15, "il semblerait que le patient le plus jeune ait agressé mortellement l'autre patient" en le frappant, a rapporté la direction. Tout se serait passé "a priori vite", la victime n'ayant pas "eu le temps de crier", a-t-elle ajouté.

Le patient qui aurait commis l'agression serait sorti de la chambre avec du sang sur ses vêtements et en déclarant "il est mort". Un groupe de soignants se serait alors précipité à l'intérieur de la chambre pour constater le décès de l'autre patient.

Le plus jeune était hospitalisé en soins à la demande d'un tiers (SDT) et la victime en hospitalisation libre.

Le patient de 22 ans a été transféré dans une unité fermée - l'unité de soins intensifs psychiatriques (Usip)- au CH Sainte-Marie.

Outre l'enquête administrative, la police s'est rendue sur place, ainsi que la procureure adjointe, a complété la direction du CHU.

Elle a affirmé qu'il n'y avait a priori aucun dysfonctionnement constaté: le service fonctionnait normalement, sans sous-effectif, ni sur occupation des lits (11 lits sur 12 étaient occupés).

La direction générale de l'établissement s'est également rendue sur place dans la nuit pour apporter le "soutien nécessaire aux équipes", a-t-elle ajouté.

Contacté mercredi par APM, l'Agence régionale de santé (ARS) Provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca) a indiqué que la délégation territoriale s'était rendue sur place et menait une inspection sanitaire en complément de l'enquête de police.